

C'était ça le changement

« Traîtres ! » C'est l'exclamation de colère lâchée par Edouard Martin, délégué CFDT du site ArcelorMittal de Florange, à l'annonce télévisée de Jean-Marc Ayrault : pas de nationalisation, même partielle, mais pas de repreneur non plus, pas la peine d'en chercher d'ailleurs, les promesses de Montebourg à ce sujet n'avaient aucune valeur.

Mais, s'est vanté Ayrault, il n'y aura « pas de plan social », les 630 salariés du site de Florange ne seront pas licenciés. Non ?! Seulement poussés dehors à coup de reclassements internes (à l'autre bout de la France) ou externes, au prétendu « volontariat », le couteau sous la gorge. Pas de plan social ? Ça n'a jamais empêché les licenciements (dont ceux déguisés en « départs volontaires »), qui ont d'ailleurs déjà commencé chez les intérimaires et les entreprises sous-traitantes.

Sans compter les emplois supprimés sur d'autres sites. C'est ce que craignent les salariés d'ArcelorMittal à Basse-Indre près de Nantes qui se sont mis en grève ce lundi contre un projet, négocié par le gouvernement, de transfert d'activité de Basse-Indre vers le site de... Florange.

Avec ou sans nationalisation : une fermeture programmée

Nationalisation ? Lors de l'inauguration d'un site Emmaüs la semaine dernière, Hollande l'a confié en partant à des journalistes : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes ». Quel aveu ! D'abord qu'aucun membre du gouvernement n'y avait jamais cru, ensuite qu'une nationalisation n'aurait précisément rien changé.

Lorsqu'en 1982, le gouvernement Mitterrand-Mauroy avait nationalisé la sidérurgie qu'on disait en faillite, cela avait surtout permis l'effacement des dettes des De Wendel et autres barons de l'acier, à la charge du contribuable, tout en supprimant 75 000 emplois en vingt ans dans la sidérurgie.

Un travail d'équipe

Montebourg peut donc s'agiter et pleurnicher, sa « solution » de nationalisation n'était que pour la galerie. Un vrai travail d'équipe : « Tout le gouvernement est solidaire », dit Hollande, « Il fallait hausser le ton. Arnaud Montebourg l'a

fait » dit Ayrault. Quel coup de pression ! Tout cela pour s'aplatir devant les conditions du capitaliste « endetté », qui a versé l'an dernier 2,3 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires dont 943 millions pour la seule famille Mittal.

Alors oui, les salariés d'ArcelorMittal sont allés de colère en colère, d'écœurement en écœurement. Une colère qui, espérons-le, n'a pas fini de s'exprimer, et pas seulement à ArcelorMittal.

Le vrai visage de la Gauche

D'autant que dans une interview au *Journal du Dimanche*, Ayrault se sert de la fermeture des hauts fourneaux pour faire chanter tous les travailleurs de France : « le pacte de compétitivité s'appliquera dès le 1^{er} janvier, et j'espère que les partenaires sociaux concluront heureusement la négociation sur le marché du travail ».

La voilà la politique du gouvernement de gauche : fermer les usines et menacer les autres de ces fameux « accords de compétitivité » par lesquels les patrons de l'automobile ou de la chimie veulent supprimer des milliers de postes, flexibiliser et surcharger ceux qui resteront, baisser les salaires, dans toutes les entreprises : à Renault, PSA, Arkema et tellement d'autres. Tout cela avec la complicité de dirigeants syndicaux complaisants qui ont le stylo qui démange.

C'est pourquoi les salariés ont bien raison de le dire : « Florange a été le cauchemar de Sarkozy, il pourrait bien être celui de Hollande ». Reste à y réfléchir au-delà de la sidérurgie de Lorraine.

L'espoir viendra d'ailleurs

La patronne du Medef, Laurence Parisot, s'est félicitée des accords conclus entre le gouvernement et Mittal. Mais que se passerait-il si les ouvriers de Florange qui sont sous les projecteurs aujourd'hui prenaient contact avec ceux de PSA, de Petroplus, de Sanofi, de SFR ou d'Arkema, ou bien tous ceux-ci avec les sidérurgistes de Florange ?

La même arrogance du patronat et des ministres, se transformerait bien vite en une belle angoisse. Le monde du travail, loin d'en être réduit à crier à la trahison, commencerait à envisager une véritable riposte collective, la seule capable d'arrêter cette hécatombe de l'emploi dans tout le pays.

Rassemblements compétitifs

Jeudi 6 décembre, 500 salariés se sont rassemblés dans le hall de la Ruche pour dénoncer les projets sur la compétitivité et la mise en place de Talent@Renault. La direction en a déclaré 400 à l'AFP. 190 salariés ont aussi fait grève 1h à Lardy.

Une nouvelle action sur tous les sites Renault est prévue mercredi 12 décembre, juste après une réunion direction/syndicats le 11. Tous à la Ruche !

Débrayages en chaîne

Jeudi 29 novembre, des débrayages ont eu lieu sur les deux équipes à Douai contre les détachements obligatoires intersites : 400 salariés le matin et 700 l'après-midi. La direction veut continuer à vider l'usine de Douai, classé site sensible dans la GPEC. Attention : les salariés sont aussi très sensibles !

Intox

Chaque réunion sur la compétitivité est à peine terminée que des kits de com' sont présentés en UET et des communiqués envoyés par mail. La direction y présente une série de mesures comme si elles étaient le fruit d'un « échange » avec les syndicats et qu'elles s'appliquaient, alors qu'aucun accord n'est signé. Puisqu'on ne le leur demande pas, il va falloir que les salariés donnent leur avis !

Immangeable

Plutôt que de présenter toutes ses projets sur la compétitivité d'un coup, la direction les décline réunion après réunion. Mais même une cuillère après l'autre, ça reste aussi dur à avaler.

Des pôles qui n'attirent pas

La création des pôles Nord-Est et Ouest et les détachements obligatoires ne concernent pas que les usines. Les mobilités et les mutualisations existent déjà entre les sites d'ingénierie/tertiaire d'Ile-de-France. Et dans un kit, la direction a annoncé que *« la liste des sites qui pourraient être inclus dans le fonctionnement en pôle n'est pas fermée. »*

Mutualisation, réduction des effectifs et mobilités imposées : autant de raisons de s'opposer aux pôles.

Avec ou sans fermeture de site

Renault a réduit les capacités de production de ses sites français de 25 % en 5 ans, passant de 1,2 million en 2007 à 900 000 véhicules/an en 2012. En Europe de l'Ouest, Renault veut passer d'une capacité de 1,9 million de véhicules en 2011 à 1,5 million en 2013, soit une baisse de 21 % !

Les productions sont basculées en Russie ou en Afrique du Nord. Il n'y a pas de surcapacité en Europe de l'Ouest, mais une sous-charge organisée. L'accord de compétitivité présenté en France ne vise pas à y maintenir l'emploi, mais à fournir à la direction un arsenal supplémentaire pour accélérer la suppression de capacités de production. Inacceptable.

La surprise du CEF

La suppression du Compte Epargne Formation (CEF) ne permettrait pas seulement à Renault de vider les compteurs. Cela permettrait aussi d'augmenter le temps de travail effectif de 4 jours par an (3 pour les APR en équipe). Ni vu, ni connu...

Après l'horaire, le compteur variable

Décidément les Compteurs Horaire Variable n'en finissent pas de varier. La semaine dernière, on a appris que le système restituait 1h20 par repas-non-pris au lieu d'1h. D'où une reprise de 20 mn par repas. Mais certains compteurs ont été vidés plus que prévu. D'où une seconde annonce de la direction hier pour justifier cette ponction supplémentaire par un bug sur les franchises. Et il faudrait avoir confiance !

MP3

On le voit partout : DREAM, Qualité, CRPV, Diapason, Design, Commerce... Carlos Tavares se déplace beaucoup ces derniers temps : un vrai « baladeur ». Mais chacun de ses passages est surtout synonyme de surcroît de travail pour préparer des présentations et tout briquer. Tout ça pour écouter MP3 diffuser sa bonne parole...

-15 : coup de froid sur l'emploi

Le budget 2013 prévoit une baisse globale de la prestation de 15 % dans l'ingénierie. Conséquences : encore des postes de prestataires supprimés et un surcroît de travail pour ceux qui restent. Ce n'est pas ce qui va relancer les ventes.

A la tête du client

A TFN, la société qui s'occupe du nettoyage du Technocentre, tous les salariés n'ont pas les mêmes droits. Les primes de panier sont distribuées seulement à certains. Les anciens salariés d'ISS, repris par TFN au début d'année, n'ont pas de bons d'achats pour Noël, ni de 13^e mois comme les autres... Même entreprise, mêmes droits : c'est pourtant simple !

Talent : en avoir ou pas

Dans le didacticiel mis en ligne pour présenter les nouveautés de Talent@Renault, on est invité à retourner des cartes et à gratter une photo pour tout savoir sur le job mastery, ou à faire glisser une pastille pour découvrir les évolutions apportées à l'entretien. Inutile, énervant et sans valeur ajoutée.

Pairs fouettards

Avec Talent@Renault, une *People Review* remplace l'ancien comité de carrières. L'évaluation des salariés reste donc décidée en l'absence des intéressés, qui en prendront connaissance lors de leur entretien individuel. Si le salarié n'est pas invité, d'autres managers par contre le sont, les « pairs », qui ont évidemment un avis objectif et indispensable.